

PRÉFACE

Plus que jamais, parier sur l'intelligence des adolescent·es

par Philippe Meirieu

Il est aujourd'hui des lieux communs qui cachent de regrettables régressions et parfois, même, de tragiques démissions.

Ainsi en est-il, en particulier, de la vulgate répressive qui se développe, chez les politiques et dans les médias, au sujet de l'usage des écrans et des réseaux sociaux par les adolescent·es. Pourquoi faut-il s'en inquiéter ? D'abord parce qu'il est particulièrement important de ne pas seulement s'interroger sur ce que nos adolescent·es font des écrans et des réseaux sociaux, mais de se demander, aussi et urgemment, ce que les géants du numérique font, en toute impunité, de nos adolescent·es : certes, la question émerge ici ou là, mais elle est loin d'être posée au niveau juridique et politique, national et international, avec la force qu'il conviendrait pour faire face à une situation qui met gravement en péril les équilibres fondamentaux de notre jeunesse. Résultat : faute de sanctionner les vrais responsables, on se rassure en sanctionnant les victimes. Coupables de mésusages, les adolescent·es sont désigné·es comme de dangereux·ses inconscient·es et un peu partout s'impose une idée simple : « On ne peut les protéger qu'en les sanctionnant ». Ainsi voit-on l'opinion publique, chauffée à blanc par des politiques populistes en mal de recettes-miracles et accompagnée par une multitude de chroniqueur·ses promu·es au rang d'expert·es, s'emballer pour des « solutions » fondées sur les seuls interdits : qu'ils soient liés à l'âge ou au lieu d'utilisation, au type de plateforme ou à la nature de leurs contenus. Pourquoi tergiverser, nous demande-t-on, alors que c'est si simple ? Il suffit d'interdire, d'être clair et ferme, de dire « non » sans état d'âme et de punir en cas de transgression.

Entendons-nous bien : il n'est pas question de récuser tout interdit : plus personne ne revendique – comme jamais personne n'a mis réellement en œuvre – le principe soixante-huitard selon lequel « il est interdit d'interdire ». Toute éducation, même la plus libertaire, comporte des contraintes (aucun·e enfant ne choisit la langue qu'elle ou il va parler, la culture dans laquelle elle ou il est élevé·e), impose des normes et propose des rituels (sans lesquels l'enfant ne disposerait d'aucun repère), édicte des limites (indispensables à la sécurité physique et psychique des individus). Le problème n'est donc pas : « Faut-il interdire ou ne pas interdire ? ». Le problème est : « Comment faire en sorte qu'un interdit – dès lors qu'il est décidé légitimement – contribue

à l'émancipation d'une personne ? ». En d'autres termes : « Comment faire entendre qu'un interdit autorise et que les satisfactions futures dont il est la promesse sont bien supérieures aux frustrations inévitables qu'il engendre ? ». Ou encore : « Comment accompagner l'interdit de la nécessaire réflexion sur son sens et permettre ainsi la compréhension de ce qui permet à des êtres de vivre et de se développer harmonieusement ensemble ? »

C'est pourquoi nous vivons un temps de renoncement : nous promouvons des « solutions » qui, loin d'être construites sur le pari de l'intelligence des êtres, se contentent d'imposer des obligations de contenance. Nous tournons résolument le dos au message fondateur des Lumières selon lequel, face à tout problème social, il faut toujours aussi chercher des solutions dans et par l'éducation. Nous renions un des apports fondamentaux de la pédagogie qui a montré, depuis longtemps, que l'interdit seul encourage la débrouillardise et la dissimulation quand il faut, au contraire, pour que sa légitimité soit entendue, proposer, et reprouver sans cesse, des alternatives nouvelles. Nous ignorons une leçon essentielle de l'histoire, sans cesse rappelée par les sciences humaines, selon laquelle « on ne détruit que ce que l'on remplace ». Nous regrettons de voir nos jeunes rester chez elles et chez eux scotchés aux écrans sans nous demander ce qu'elles et ils trouveraient de mieux si elles et ils sortaient dans l'espace public. Nous nous plaignons de voir nos adolescent·es donner leur vie privée^{*1} en pâture sur les réseaux sociaux sans nous interroger sur ce dont cela « est le nom » et sur les moyens qu'elles ou ils auraient d'affirmer, ailleurs, mieux et sans danger, leur quête d'identité.

C'est pourquoi le travail de recherche et les propositions de cet ouvrage sont un véritable acte de salubrité publique. Dans un monde où beaucoup d'adultes, eux-mêmes addicts aux écrans, se contentent de crier au scandale et de réclamer des « mesures fortes », on trouve ici une véritable leçon d'intelligence. Intelligence de la compréhension d'un phénomène bien plus complexe que ne le décrivent les gazettes. Intelligence, aussi, de propositions qui s'efforcent de rompre avec l'exploitation des émotions et la manipulation des satisfactions narcissiques, avec la « gamification »* artificielle de questions personnelles et l'usage démagogique de récompenses dérisoires. Intelligence aussi de distinctions essentielles : le droit n'est pas l'obligation, le partage n'est pas le contrôle, se protéger n'est pas un signe de faiblesse et ne pas faire une chose volontairement ne nous empêche pas d'avoir à en subir les conséquences. Intelligence également, avec la délicatesse qui s'impose, de questions anthropologiques fondatrices : « Qui suis-je moi qui change ? »,

1. Les termes suivis d'un astérisque (à leur première occurrence) sont présentés dans le glossaire en fin d'ouvrage.

«Pourquoi le regard de l'autre est-il à la fois une menace et une chance?»,
«Quand je jouis, l'autre jouit-il aussi?».

Les auteurs et autrices de la présente étude tiennent les adolescent·es en grande estime, et c'est bien la moindre des choses pour des éducateurs et des éducatrices. Elles·ils ne les méprisent pas mais ne cherchent pas, non plus, à les séduire. Elles·ils leur tiennent la dragée haute, convaincu·es que leur exigence est la forme la plus élevée de la bienveillance qui leur est due. Elles·ils leur proposent divers types d'exercices et nous montrent que les satisfactions intellectuelles qu'on peut éprouver là, comme les acquis en matière d'autonomie et de sécurité, permettent d'échapper à la déprime et à la violence, pour entrer progressivement et sereinement dans l'âge adulte. Parmi les dispositifs évoqués, l'usage des «microfictions»* est particulièrement remarquable : il permet de mettre le quotidien à distance sans s'en échapper pour autant, d'imaginer des scénarios possibles quoiqu'inattendus, de s'interroger sur le choix des décisions à prendre, de poser la question des conséquences de ses actes et de questionner les valeurs en jeu. Il renvoie à cette fonction essentielle de la littérature que la philosophe Martha Nussbaum considère comme la vertu démocratique par excellence, l'expérience de l'empathie. Et ces microfictions peuvent s'articuler, bien sûr, avec la pratique d'ateliers de philosophie, pour autant que ces derniers soient animés avec la rigueur nécessaire. Elles peuvent être complétées par des approches sociologiques qui interrogent les stéréotypes de genre* ou par l'étude des modèles économiques des réseaux sociaux : les adolescent·es imaginent, en effet, bien souvent qu'ils sont «gratuits» sans comprendre que ce sont eux les produits... et qu'il faut bien que TikTok rémunère d'une manière ou d'une autre les 38 600 personnes qu'il emploie.

Et l'on pourra imaginer, bien sûr, beaucoup d'autres dispositifs pédagogiques qui parient sur l'intelligence de celles et ceux dont les industries du numérique nient précisément et obstinément l'intelligence. Et soyons convaincus, comme les auteurs et autrices de ce livre, que c'est là la subversion la plus efficace qu'on puisse concevoir pour émanciper les humain·es de toutes les formes de domination qui les menacent aujourd'hui.

